

CITOYENNETÉ EUROPÉENNE?

Que c'est beau l'Europe ou comment devenir "eurosceptique"

Interview d'une Espagnole vivant au Luxembourg. Elle raconte ses déboires avec le ministère de la Justice.

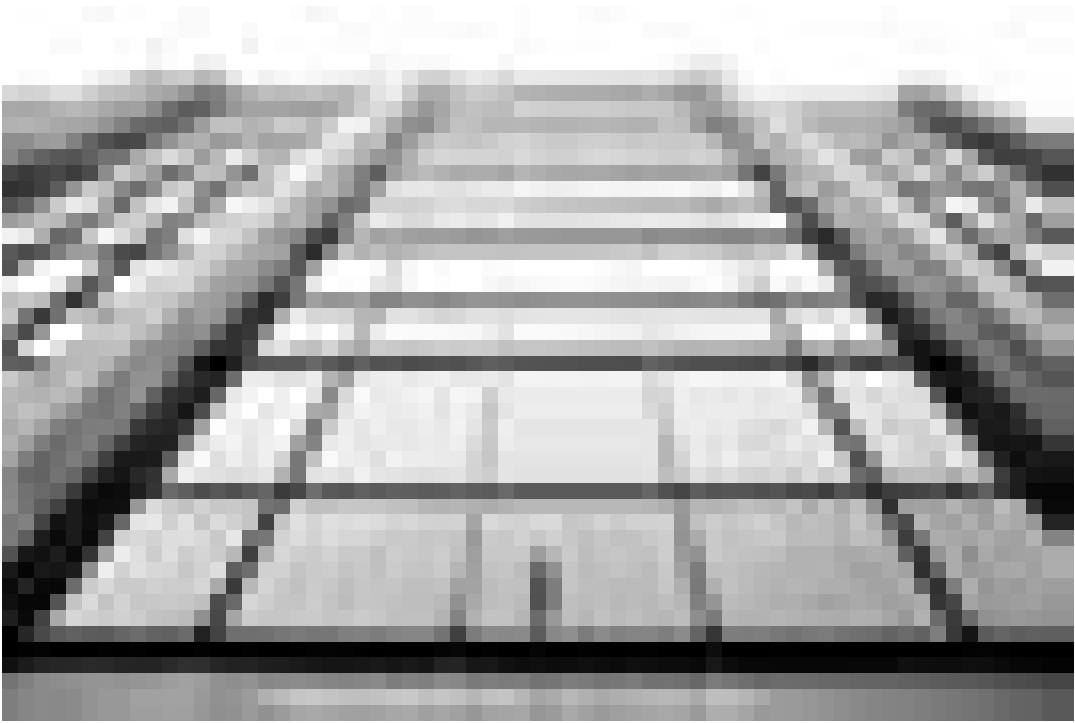
Ils se sont rencontrés en 1997 au Danemark, lors d'un camp international de jeunes cofinancé par la Commission Européenne. Elle est de Barcelone, lui d'Esch-sur-Alzette. En février 1999, elle décide de venir vivre avec lui au Grand-Duché où il poursuit ses études. Ils s'installent dans une maison à Esch. Leur langue véhiculaire est l'anglais. Elle trouve du travail grâce à un Contrat d'Auxiliaire Temporaire du Service National de la Jeunesse. Elle fournit ses prestations dans la maison de jeunes "Amigo" (de l'ASTI). Lorsque son contrat s'achève, elle cherche du travail et touche le chômage. Elle continue à étudier le luxembourgeois et commence à faire son permis de conduire. Entre-temps, lui trouve du travail. Tout paraît aller pour le mieux.

Mais le 8 novembre 2000, la police se présente chez eux et signale à notre amie que quelqu'un doit signer une prise en charge, sinon elle devra quitter le pays et retourner "au Portugal" (alors qu'elle est Espagnole) ... Inutile d'expliquer aux policiers qu'elle a fait sa demande pour obtenir la carte d'identité ou qu'il y a un an et neuf mois qu'elle a déjà travaillé et cotisé. Inutile de dire qu'une pareille exigence est inadéquate pour une ressortissante communautaire ... Le lendemain, la prise en charge est faite par son compagnon, pour éviter les problèmes.

Le 4 décembre 2000, elle reçoit une lettre l'invitant à retirer sa carte d'identité au Bureau de la Population. Le 5 décembre, elle possède enfin cette carte et constate que la date de la signature du ministre de la Justice est celle du 12 octobre 2000, donc bien avant que la police ne soit venue se présenter à sa porte. Incompétence, lenteur de l'Administration ou simple négligence?

En tout cas, elle est choquée par les manières dont elle a été traitée au ministère de la Justice.

Cette situation, d'après elle, "paraît un peu ridicule. Les gens ne la comprennent pas,



Expérience espagnole: " Le ton et l'attitude de nombreux fonctionnaires du ministère de la Justice sont hostiles".

étant donné que je suis - d'après le vocabulaire usuel - citoyenne européenne. Mais je crois que ce problème peut toucher bien d'autres personnes et que la citoyenneté européenne n'est qu'un joli mot."

worxx: Le Luxembourg, pays ouvert, serait-il un mythe plutôt qu'une réalité, à commencer par des institutions publiques, comme le ministère de la Justice?

Oui, et cela commence déjà quand, au téléphone, on parle en français. Le ton et l'attitude de nombreux fonctionnaires sont même hostiles. C'était très différent quand mon partenaire téléphonait car il leur parlait en luxembourgeois. Moi, je me suis fait engueuler avant même d'avoir réussi à poser mes questions.

Théoriquement, comme je n'avais pas de contrat à durée indéterminée, je ne pouvais pas avoir une carte d'identité d'étrangère. Mais qu'après avoir travaillé un an ici et avoir touché le premier mois du chômage, la police vienne chez toi pour te dire que quelqu'un doit faire une prise en charge ... Je trouve que c'est aller un peu trop loin.

Et pourtant, avant de venir je connaissais des Luxem-

bourgeois et je n'avais jamais eu cette impression. Je savais que le pays était petit, qu'il y avait beaucoup de banques. J'ai appris qu'il existait une langue luxembourgeoise. Mais je n'aurais jamais imaginé rencontrer autant de difficultés. Je croyais même qu'il serait plus facile pour moi de trouver du travail ici que pour mon partenaire d'en trouver en Espagne.

Ce n'est évidemment pas le cas pour tous les Luxembourgeois, mais je remarque un esprit assez fermé, qui se méfie de tout ce qui est nouveau, en général. Et pourtant, ne peut-on pas rester ce qu'on est, garder son identité, tout en permettant à son esprit quelques ouvertures de temps en temps?

C'est probablement plus difficile au Luxembourg que dans d'autres pays pour un étranger de trouver un travail à durée indéterminée, car pour la plupart de postes vacants il faut connaître plusieurs langues.

Crois-tu que la langue peut devenir un facteur de discrimination?

Je crois que le luxembourgeois est un facteur très important d'intégration. Mais la langue peut devenir aussi un outil de discrimination. Je peux comprendre que le français n'est pas la langue maternelle des Luxembourgeois, mais c'est une des langues officielles du pays. Ainsi on pourrait s'imaginer de communiquer sans problèmes en français avec les fonctionnaires.

La situation des langues au Luxembourg est complexe, en particulier celle du luxembourgeois. D'une part, le

luxembourgeois est quelque chose de très important, mais d'autre part on se rend compte qu'on peut vivre au Luxembourg sans parler le luxembourgeois et presque sans le comprendre. Parfois c'est un peu pénible quand j'essaie de pratiquer mon luxembourgeois dans la rue, avec les gens ... et qu'on me répond alors en français.

Crois-tu que le luxembourgeois aide donc plutôt à être accepté, et moins à s'intégrer?

Oui, c'est ça. En fait, l'intégration doit se faire des deux côtés.

Comment as-tu vécu cette situation? Quelles issues vois-tu? Ton partenaire a déjà fait une prise en charge, pour résoudre le problème au plus vite, tu viens d'avoir ta carte ...

A un certain moment tu t'en fous, tu te dis: Qu'est-ce qui peut bien m'arriver? Je suis ressortissante communautaire, j'ai ma carte d'identité espagnole, j'ai des moyens de subsistance, je cherche du travail. Je ne me fais plus de soucis. C'est mon droit d'avoir une carte d'identité, mais je suis fatiguée de toutes ces démarches, de toutes ces explications... Je n'ai plus envie de me disputer avec des fonctionnaires... Faut-il vraiment se marier pour ne plus avoir de problèmes?

D'habitude, une prise en charge est le pas préalable au mariage avec un ressortissant non-communautaire ou une démarche que l'on fait lors d'une courte visite d'un ressortissant non-communautaire. Je ne comprends pas pourquoi j'ai eu ce problème ... A

la rigueur, si je n'avais pas eu de domicile, si je n'avais pas touché de chômage suite à une activité réalisée au pays, si je n'avais pas cotisé à la sécurité sociale ...

Ce n'est pas juste non plus pour les non-communautaires, mais vu qu'on entend tant parler de la citoyenneté européenne, cette situation paraît absolument ridicule!

Je crois que si on avait su ça à l'avance, on aurait fait la prise en charge dès le début.

Comment vois-tu ton avenir dans ce pays?

De manière pas très optimiste ... Sur le plan professionnel, je crois que c'est assez difficile, bien que j'aie un bon CV, une maîtrise en anthropologie et de l'expérience dans des domaines très variés. Je parle quatre langues et j'étudie le luxembourgeois. Mais dans le secteur où j'aimerais travailler, le secteur social et associatif, il y a beaucoup d'endogamie. Tout le monde se connaît et essayer d'y travailler en étant une inconnue, ce n'est pas évident. C'est pareil dans d'autres pays, mais au Luxembourg c'est encore plus évident.

Parfois je ressens de la rage, parce que malgré mes efforts pour apprendre la langue luxembourgeoise, afin de m'intégrer au mieux, j'ai l'impression que cela ne sert pas à grande chose ... Mais peut-être je dois prendre mon temps pour y arriver.

Quel est d'après toi le bilan des gens immigrés au Luxembourg que tu as rencontrés? Crois-tu qu'ils se sentent bien, qu'ils pensent avoir fait le bon choix en venant ici?

En général, l'évaluation est positive. Mais la plupart des étrangers que je connais n'envisagent pas leur vie au Luxembourg à long terme. J'entends souvent des propos comme: Je ne finirai pas mes jours ici. Je rentrerai dans mon pays. Ou encore: J'irai voir ailleurs.

J'ai également constaté que le monde des fonctionnaires européens est une chose à part.

Et quelle est ton évaluation personnelle?

Tout compte fait, elle est positive et je crois que le travail dans un milieu ouvert et multiculturel a été très enrichissant. Avant de venir au Luxembourg j'ai beaucoup voyagé, j'ai participé à des programmes d'échanges communautaires. Mais c'est la première fois que je vis vraiment dans un autre pays que le mien et je considère cette expérience comme extrêmement positive. Quoique, parfois, on ait des problèmes à être éloigné de sa famille, de ses amis, de sa langue.

Propos recueillis par Paca Rimbau Hernández

Luxembourg, pays d'accueil et d'intégration

Voilà un cliché contredit par les expériences malheureuses que font les personnes étrangères dès qu'elles ont à faire aux administrations luxembourgeoises. Ceci indépendamment du fait qu'elles soient originaires d'un pays tiers ou qu'elles appartiennent à la "grande famille européenne".



Sans "moyens d'existence légitimes", une personne étrangère devient rapidement un être brisé par la législation luxembourgeoise. Un exemple particulièrement choquant: les femmes non-communautaires violentées par leur mari luxembourgeois.

ENTRÉE ET SÉJOUR

Un étranger pauvre est un mauvais étranger

Une personne étrangère qui veut séjourner au Luxembourg a intérêt de ne jamais devenir un cas social.

(gk) - L'entrée et le séjour des étrangers et étrangères est régi, au Luxembourg, par la loi du 28 mars 1972, modifiée en 1995 et en 2000. L'article 2 de celle-ci dispose que "l'entrée et le séjour au Grand-Duché pourront être refusés à l'étranger (...) qui ne dispose pas de moyens personnels suffisants pour supporter les frais de voyage et de séjour." Citons également l'article 6 de la même loi: "La carte d'identité d'étranger pourra être retirée et le renouvellement de celle-

ci pourra être refusé lorsque l'étranger (...) ne justifie plus de moyens d'existence légitimes."

Même les personnes étrangères ne voulant rester au Luxembourg que moins de trois mois sont obligées par la loi de faire une déclaration auprès de "l'autorité locale de la commune où il voudra fixer résidence". Cette déclaration "contiendra les indications nécessaires pour pouvoir constater et vérifier l'état civil, la nationalité, les anté-

cédents et les moyens d'existence de l'étranger".

Les détenteurs et détentrices d'une carte d'identité obtiennent celle-ci d'abord pour une période de cinq ans, par après pour dix ans. Pour les non-communautaires, ces périodes sont de deux fois cinq ans. A chaque renouvellement de la carte, un contrôle de la situation financière et personnelle de l'étranger-ère sera effectué.

En pratique, ce que la loi appelle des "moyens d'exis-

tence légitimes" correspond au moins au salaire social minimum, d'après les indications du ministère de la Justice. Avant de pouvoir recevoir celui-ci, un non-communautaire a officiellement besoin d'un permis de travail, établi par le ministère du Travail après demande du patron en question. Quant aux communautaires, ils/elles peuvent, en principe, se présenter sur le marché sans un tel permis, car ils/elles disposent là des mêmes conditions qu'une personne de nationalité luxembourgeoise. Pour avoir droit au chômage, la condition principale - quelle que soit la nationalité - est d'être domicilié-e sur le territoire national.

Voilà pour les pratiques, qui prescrivent donc clairement à une personne étrangère que, si elle veut vivre au Luxembourg, elle a intérêt à ne pas se retrouver dans une situation précaire du point de vue économique et de devenir un cas social. Sinon ils/elles devront quitter le pays, ou se retrouveront dans la situation d'être des sans papiers.

Parmi ces derniers, rappelons le cas des femmes non-communautaires qui viennent au Luxembourg à cause d'une promesse de mariage avec un Luxembourgeois. Ce dernier est, dans ces cas, dans une position de pouvoir presque absolu. On ne donne à ces femmes, d'abord, qu'une autorisation de séjour provisoire. Au cas où l'homme déciderait de changer d'avis quant aux épousailles, le permis n'a automatiquement plus raison d'être. Même après le mariage, ce titre de séjour reste provisoire, les autorités voulant éviter ainsi les mariages blancs. Pour cette même raison, des contrôles de police sont effectués régulièrement. Ces situations deviennent particulièrement malheureuses en cas de violence de la

part du mari. En effet, la femme non-communautaire, si elle veut rester au Luxembourg, est pratiquement forcée à ne pas quitter son mari. Des associations ont déjà dénoncé cet état de choses, demandant la régularisation de ces sans papiers, sans grand résultat jusqu'à présent.

Cette situation législative est loin d'être répandue dans toute l'Europe. En Allemagne, par exemple, une réforme a été introduite en juin 2000, donnant à des épouses étrangères un droit de séjour. Dans le cas de violences physiques ou psychiques, quand le bien de l'enfant est en danger ou encore que le retour au pays natal serait impossible, aucune durée minimale du mariage pour obtenir un tel droit ne sera exigée. Même le fait qu'une telle femme ait alors besoin d'aide sociale n'est plus, en Allemagne, une raison pour l'expulser. Un exemple que le Luxembourg ferait bien de suivre pour des raisons de droits humains évidentes. Aucun projet en ce sens n'a néanmoins été proposé jusqu'à maintenant.

Quant à l'exemple de la femme espagnole interviewée sur ces pages, le ministère de la Justice n'a pas su donner d'explication plausible concernant les problèmes rencontrés par celle-ci. L'employé du ministère à qui nous avons parlé nous a répondu qu'il ne pouvait rien dire de précis, ne connaissant pas le dossier en question, mais qu'il s'agissait là, probablement, d'un cas qui n'avait pas présenté toutes les pièces nécessaires à temps. Comme quoi, en cas de doute, c'est probablement la faute aux autres.

VÉCU ÉTRANGER

A quand un changement d'attitude?

Combien gagnez-vous? Combien gagne votre mari? A combien s'élèvent vos dettes et combien remboursez-vous chaque mois? Quelle est la surface de votre habitation? De combien de chambres disposez-vous? Combien de personnes habitent chez vous? Et ainsi de suite...

Pourquoi toutes ces questions? Pour renouveler une carte de séjour à une personne bien intégrée qui vit depuis presque toujours au Luxembourg. Je suis arrivée avec mes parents en 1972, à l'âge de trois ans. J'ai effectué toutes mes études primaires et secondaires dans les écoles luxembourgeoises. Mon mari, luxembourgeois, et moi-même travaillons au Luxembourg. Je suis sortie contrariée du commissariat de police. Aurais-je pu ne pas répondre

aux questions? Je me serais sans doute sentie un peu mieux si j'avais pu montrer ouvertement mon refus de me soumettre à un tel interrogatoire. D'un autre côté, le policier derrière le guichet n'y peut rien. Il suit des ordres. Pourquoi une telle méfiance à l'égard des étrangers? Même si la situation de certains étrangers n'est pas claire, il ne faut pas oublier que la majorité d'entre eux sont des personnes sans problèmes qui ne demandent qu'à être traités comme des citoyens à part entière.

Face à une telle procédure, qualifiée par mes amis luxembourgeois d'indigne pour un pays qui se déclare pays d'accueil et d'intégration, je me demande: Pourquoi ne pas consulter les fichiers de la sécurité sociale pour cerner la situation financière de la personne? Quel est l'usage réservé aux données recueillies au cours de l'interrogation? Comment les données sur les emprunts bancaires vont-elles être vérifiées? Le secret bancaire et la facilité d'emprunter à l'étranger ne facilitent pas cette opération.

Et surtout, quels sont les critères pour refuser une carte de séjour à un citoyen de la communauté européenne? A partir de quel montant de remboursement et surtout en-dessous de quel salaire la carte est-elle refusée? Renvoi des étudiants bisseurs de pays tiers, demande d'une caution élevée lors d'un mariage avec une personne provenant d'un pays tiers, refus d'accorder le droit au travail aux réfugiés, refus d'ouvrir l'ensemble de la fonction publique aux étrangers... Autant de points qui témoignent d'une politique d'intégration restrictive. A quand le moment de faire preuve d'une politique plus volontariste? Et pourquoi toutes ces restrictions? Pourquoi refouler des personnes qui ont eu le courage de quitter leur pays pour s'insérer socialement et professionnellement ailleurs?

Le Luxembourg a besoin de cette main d'oeuvre. Et pourquoi faire la différence entre étrangers de la communauté européenne et étrangers des pays tiers? Ce sont des hommes, des femmes, des enfants à la recherche d'une vie meilleure. En tout cas, je ne me suis jamais sentie aussi étrangère que le jour du renouvellement de ma carte de séjour, dans un pays que je considère être le mien.

Delfina Beirão

Ce texte est paru en tant que "Lettre ouverte au Ministre de la Justice Luc Frieden" dans "ensemble", no 58, juillet/août 2000, publication éditée par l'ASTI.